

Le stock des investissements directs étrangers en France au 31 décembre 2001

Le stock d'investissements directs étrangers en France s'établit, à fin 2001, à 327,9 milliards d'euros en valeur comptable (soit 22,4 % du PIB), contre 279,2 milliards à fin 2000 (19,7 % du PIB) (données révisées). Il a ainsi progressé de 17,4 % par rapport à l'année précédente.

L'augmentation est plus forte pour les prêts et placements entre affiliés (+ 42 %) que pour les capitaux propres (+ 5 %), en dépit de quelques opérations de fusion acquisition importantes.

Il se décompose en capitaux propres 179,7 milliards d'euros, soit 54,8 % du stock total d'investissements directs étranger en France), en prêts et placements entre affiliés (119,3 milliards, soit 36,4 % du stock total) et en investissements immobiliers (28,9 milliards, soit 8,8 % du stock total).

Le stock place la France au cinquième rang des pays industrialisés pour le stock des investissements directs étrangers, derrière les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL) et l'Allemagne.

Les pays de la zone euro (56,0 % du stock) demeurent les premiers investisseurs étrangers en France, suivis du Royaume-Uni (15,6 %) et des États-Unis (14,5 %).

Compte tenu de la dégradation des cours boursiers, le stock d'investissements étrangers en France à fin 2001, évalué en valeur de marché, a reculé de 6,1 % pour s'établir à 604,1 milliards d'euros, contre 643,2 milliards en 2000.

En dépit d'un environnement mondial marqué par un fort recul des investissements directs internationaux, les flux d'investissements étrangers en France n'ont connu qu'un tassement limité en 2002 (de l'ordre de 11 %). Les premières estimations relatives à fin 2002, évaluées provisoirement par ajout des flux de l'année aux stocks de fin 2001, font ainsi ressortir une nouvelle hausse sensible du stock d'investissements directs étrangers en France, qui s'établit à 382,7 milliards d'euros, confirmant l'intérêt des investisseurs étrangers pour le territoire national. Sa valorisation au prix du marché s'inscrit toutefois en repli à 522,1 milliards d'euros.

Bruno TERRIEN
Joëlle TINGUELY
Direction de la Balance des paiements

NB : Les flux 2002 sont publiés dans le *Rapport annuel sur la balance des paiements et la position extérieure de la France* à paraître à l'été 2003 sur le site internet de la Banque de France.

Rappel méthodologique

Définition des investissements directs

Conformément aux recommandations du Fonds monétaire international et de la Banque centrale européenne, les statistiques d'investissements directs de l'étranger portent sur toutes les entreprises résidentes dont le capital est détenu par un investisseur non résident à hauteur d'au moins 10 %. Entrent dans le calcul du stock les capitaux propres de l'entreprise résidente « investie », y compris les bénéficiaires réinvestis sur place par l'investisseur non résident, les prêts et placements entre maisons mères et affiliés, et les investissements dans le secteur immobilier. Le pays directement détenteur des participations, auquel est limité le recensement des investissements directs, ne correspond pas nécessairement au lieu d'implantation de la maison mère qui assure le contrôle en dernier ressort des filiales localisées en France.

Le recensement s'inscrit dans le cadre des travaux conduisant à l'élaboration de la position extérieure de la France. À la différence de la balance des paiements, qui enregistre des transactions économiques et financières (flux) entre les résidents d'un pays et les non-résidents, la position extérieure recense les encours de créances et d'engagements financiers d'une économie à l'égard du reste du monde. Les investissements de portefeuille, les produits financiers dérivés, les « autres investissements » et les avoirs de réserve en constituent, avec les investissements directs, les cinq grands postes.

Évaluation du stock

Les stocks commentés dans le présent article sont exprimés en valeur comptable. Les stocks d'investissements directs sont également publiés en valeur de marché, mais seulement pour leur montant global, sans ventilation géographique ou sectorielle, dans le Rapport annuel sur la balance des paiements et la position extérieure de la France, dont la prochaine parution interviendra à l'été 2003 sur le site Internet de la Banque de France.

La correspondance entre les flux de balance des paiements et la variation des stocks calculés en valeur comptable s'avère parfois délicate à établir. En effet, les stocks sont calculés sur la base de la valeur comptable de certains postes du passif de la société investie, alors que les flux le sont sur la base de leur valeur à la date de l'opération, c'est-à-dire de la valeur de marché. Entre les deux méthodes d'évaluation, les écarts peuvent être importants. Ils sont notamment liés à l'évaluation du « goodwill » (perspectives de développement économique de l'entreprise, estimation de certains actifs incorporels) inclus dans la valeur de marché et non dans la valeur comptable.

Sources d'information

Le recensement repose en premier lieu sur l'identification des participations des non-résidents dans le capital des entreprises résidentes. Seules sont retenues comme étant des investissements directs étrangers en France les participations égales ou supérieures à 10 % du capital social. Cette information est fournie par les institutions suivantes :

- la Banque de France (direction des Entreprises, direction des Établissements de crédit et des entreprises d'investissement, direction de la Balance des paiements) ;
- l'INSEE (département des Répertoires et Statistiques d'entreprises).

Il s'appuie, en second lieu, sur les données comptables des entreprises identifiées comme faisant l'objet d'un investissement direct étranger. La source d'information est fonction des trois secteurs d'activité ci-après :

- secteur industriel et commercial : Banque de France (direction des Entreprises) ;
- secteur bancaire et financier : Banque de France (secrétariat général de la Commission bancaire) ;
- secteur des assurances : ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Commission de contrôle des assurances).

La Banque de France, comme dans la plupart des pays industrialisés, publie les stocks d'investissements directs environ dix-huit mois après leur date d'arrêt, en raison du délai de collecte et de traitement des données comptables entrant dans le calcul des stocks définitifs.

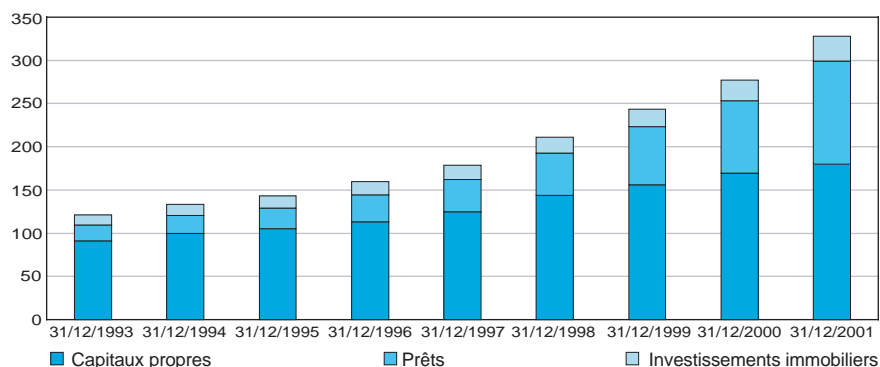
1. Vue d'ensemble

1.1. Le stock d'investissements directs étrangers en France a progressé, en valeur comptable, de 17 % en 2001, contre 15 % en 2000

Au 31 décembre 2001, le stock d'investissements directs étrangers en France atteint 327,9 milliards d'euros en valeur comptable¹, contre 279,2 milliards à fin 2000 (données révisées), soit une augmentation de plus de 17 % en un an, après 15 % l'année précédente. Ces investissements représentent 22,4 % du PIB, contre 19,7 % en 2000.

Stock des investissements directs étrangers en France

(en milliards d'euros)



Source : Banque de France

¹ Une estimation des stocks d'investissements directs étrangers en France (IDEF) en valeur de marché sera publiée à l'automne 2003 dans le *Rapport annuel sur la balance des paiements et la position extérieure de la France en 2001*. Elle s'élève à 604,1 milliards d'euros à fin 2001, soit près de deux fois la valeur comptable.

Depuis 1997, la croissance des prêts et placements entre affiliés apparaît plus rapide que celle des capitaux propres, ceux-ci représentant néanmoins 55 % du stock.

Les prêts peuvent cependant avoir pour finalité de financer des opérations en capital social, effectuées par l'intermédiaire de filiales résidentes d'entreprises étrangères, notamment dans le secteur des *holdings*, ce qui doit conduire à nuancer les conclusions que l'on pourrait tirer d'une telle évolution.

Les chiffres relatifs à l'année 2001 intègrent quelques opérations de fusion-acquisition importantes. Parmi les informations publiées par les sociétés concernées et/ou la presse économique et financière, on note l'acquisition de Noos par un groupe d'investisseurs ou celle de Liberty Surf par Tiscali.

L'estimation des stocks d'investissements directs étrangers en France en valeur de marché s'élève à 604,1 milliards d'euros, soit près de deux fois la valeur comptable (327,9 milliards d'euros). Elle est publiée dans le *Rapport annuel sur la balance des paiements et la position extérieure de la France*.

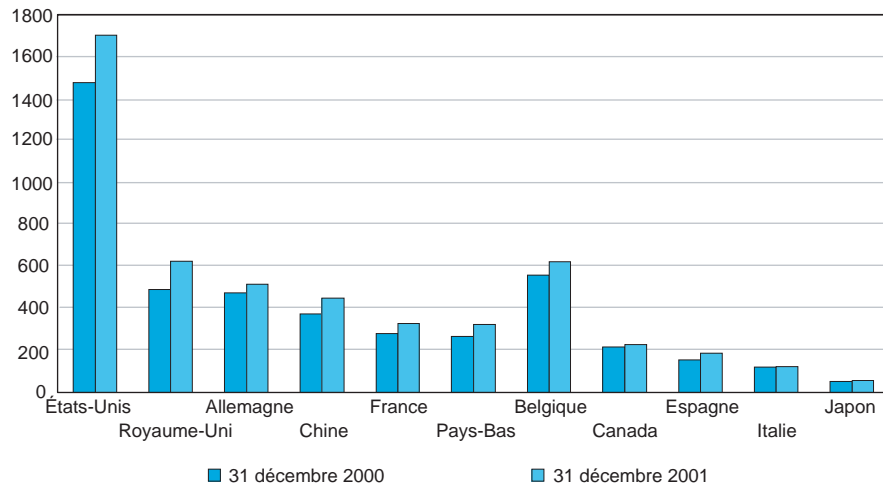
1.2. La France se place au cinquième rang parmi les pays industrialisés pour l'accueil des investissements directs étrangers

Avec un stock de 327,9 milliards d'euros à fin 2001, la France se situe au cinquième rang des pays industrialisés pour l'accueil des investissements directs étrangers, derrière les États-Unis (1700,8 milliards), le Royaume-Uni (625,5 milliards), l'Union économique belgo-luxembourgeoise (624,0 milliards) et l'Allemagne (514,0 milliards). La France est donc en recul d'une place par rapport à l'année 2000 en raison de la progression de l'UEBL dans le classement. Au plan mondial, la France est également devancée par la Chine, dont le stock d'investissements directs étrangers, estimé par la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (*World Investment Report 2002*), atteint 448,4 milliards d'euros (pour des précisions méthodologiques pouvant conduire à nuancer les résultats, voir l'encadré sur les sources statistiques au début de l'article).

Stocks d'investissements directs de l'étranger

Comparaisons internationales (principaux pays d'accueil selon les montants investis en valeur comptable)

(en milliards d'euros)



NB : Conversion sur la base des cours de change aux 31 décembre 2000 et 2001

Sources : France : Banque de France
Autres pays : voir tableau page suivante

Rapproché du PIB (part en pourcentage), le stock d'investissements étrangers place la France au huitième rang des pays industrialisés, sans modification par rapport à 2000. Tout comme d'autres grands pays européens, la France se situe ainsi dans une position médiane, entre des pays à économie très ouverte aux investissements et où sont notamment implantés des centres de trésorerie, comme l'UEBL (226,3 %) ou les Pays-Bas (75,5 %), et d'autres très faiblement investis (Japon).

Des incitations fiscales ont contribué à ce que les Pays-Bas ou la Belgique se constituent une véritable spécialisation financière, avec l'implantation de nombreux sièges de *holdings*. Dans la compétition internationale pour l'accueil des investissements directs étrangers, la France peut cependant se prévaloir d'un important marché intérieur, d'une situation géographique au cœur de l'Union européenne et de la zone euro, de très bonnes infrastructures de transports et de télécommunications ainsi que d'un bon niveau de formation et de productivité du travail.

**Stocks des investissements directs de l'étranger
en valeur comptable et produit intérieur brut**

(montants en milliards d'euros, ratios en %)

		Au 31 décembre 2000		Au 31 décembre 2001		
		Stock	Stock/PIB	Stock	Stock/PIB	
1	États-Unis	1 477,4	14,0	1 700,8	14,9	9
2	Royaume-Uni	491,3	32,3	625,5	38,3	4
3	UEBL	558,0	208,0	624,0	226,3	1
4	Allemagne	472,4	23,3	514,0	24,8	7
5	France	279,2	19,7	327,9	22,4	8
6	Pays-Bas	265,1	65,8	323,8	75,5	2
7	Canada	216,5	28,4	228,0	29,4	5
8	Espagne	155,6	25,5	186,6	28,6	6
9	Italie	121,5	10,4	122,5	10,0	10
10	Suède	101,5	40,8	104,5	43,5	3
11	Japon	54,1	1,1	57,5	1,3	11

Sources : Stocks: sources nationales, à l'exception de la Belgique (FMI).

Les stocks en contrevalet euro sont calculés en utilisant les cours de change aux dates d'arrêt.

PIB : source BCE pour les membres de l'Union monétaire européenne, sources Banque des Règlements internationaux et FMI pour les autres pays

2. Ventilations géographiques et sectorielles

2.1. Les pays de la zone euro demeurent les premiers investisseurs étrangers en France

Les stocks d'investissements directs étrangers en France sont ventilés suivant le pays de provenance immédiate des capitaux ².

Les pays industrialisés détiennent 98 % du stock d'investissements directs étrangers en France à fin 2001. Parmi eux, les pays de la zone euro sont les premiers investisseurs étrangers en France (56,0 % du stock à fin 2001, contre 55,1 % à fin 2000). Le maintien de cette part témoigne de la poursuite du processus d'intégration de l'industrie au sein de la zone. Les pays de l'Union européenne hors zone euro sont à l'origine de 18,3 % du stock et les autres pays industrialisés européens de 6,5 %. Plus des deux tiers du stock proviennent de cinq pays seulement (Pays-Bas, États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne et Belgique).

² Conformément à la méthodologie rappelée en annexe 1 : ainsi, par exemple, l'investissement réalisé en France par une filiale néerlandaise d'une société américaine sera imputé aux Pays-Bas et non aux États-Unis.

**Répartition par zones géo-économiques de provenance
des investissements directs étrangers en France**
(en valeur comptable)

(montants en milliards d'euros, parts en %)

	31 décembre 2000 (a)		31 décembre 2001	
	Montant	Part	Montant	Part
Union européenne	200,4	71,8	243,6	74,3
Dont : Union monétaire européenne (UME)	153,9	55,1	183,8	56,0
Autres pays industrialisés européens	21,2	7,6	21,1	6,5
Pays industrialisés non européens	50,1	17,9	56,2	17,1
Pays candidats à l'UME	0,3	0,1	0,3	0,1
Reste du monde	7,2	2,6	6,7	2,0
Total	279,2	100,0	327,9	100,0

(a) données révisées

Source : Banque de France

Le classement des principaux pays de provenance est très stable d'une année sur l'autre. Les Pays-Bas, avec un stock de 66,7 milliards d'euros, représentent 20 % du stock total. La part relative des États-Unis se maintient avec 14,6 % en 2001, contre 15 % en 2000 tandis que le Royaume-Uni progresse de 13,7 % en 2000 à 15,6 % en 2001. Viennent ensuite la Belgique (12,2 %) et l'Allemagne (11,4 %).

**Principaux pays de provenance
des investissements directs étrangers en France**
(en valeur comptable)

(montants en milliards d'euros, parts en %)

Pays investisseurs	31 décembre 2000 (a)		31 décembre 2001	
	Montant	Part	Montant	Part
Pays-Bas	55,4	19,8	66,7	20,3
Royaume-Uni	38,3	13,7	51,1	15,6
États-Unis	42,1	15,1	47,7	14,6
Belgique	31,5	11,3	40,0	12,2
Allemagne	31,8	11,4	37,3	11,4
Suisse	21,2	7,6	21,1	6,4
Luxembourg	12,7	4,6	13,8	4,2
Italie	11,1	4,0	13,6	4,2
Suède	5,7	2,1	6,1	1,9
Espagne	5,2	1,9	5,3	1,6
Japon	5,1	1,8	5,0	1,5
Irlande	2,9	1,0	3,4	1,0
Autres pays	16,2	5,7	16,8	5,1
Total	279,2	100,0	327,9	100,0
Pour mémoire :				
Union européenne	200,4	71,8	243,6	74,3
Union monétaire européenne	153,9	55,1	183,8	56,0

(a) données révisées

Source : Banque de France

2.2. Le secteur des *holdings* est le premier secteur investi par l'étranger

La méthode de ventilation sectorielle utilise la nomenclature INSEE introduite en 1993. Aucun retraitement (visant, par exemple, à modifier l'activité d'une société *holding* pour lui attribuer celle du groupe auquel elle appartient) n'est effectué.

Principaux secteurs économiques résidents ayant fait l'objet d'investissements directs étrangers (en valeur comptable)

(montants en milliards d'euros, parts en %)

	31 décembre 2000 (a)		31 décembre 2001	
	Montant	Part	Montant	Part
<i>Holdings</i>	91,3	32,7	114,7	35,0
Intermédiation financière	43,7	15,7	46,1	14,1
Immobilier	26,7	9,6	33,2	10,1
Commerce	22,6	8,1	22,8	7,0
Industrie chimique	16,1	5,8	14,6	4,4
Transports et communications	3,3	1,2	7,6	2,3
Industries agricoles et alimentaires	7,3	2,6	6,3	1,9
Matériel de transport	5,6	2,0	6,0	1,8
Industrie du bois, édition et imprimerie	4,6	1,6	5,3	1,6
Industries mécaniques	3,6	1,3	3,8	1,2
Industries métallurgiques	3,5	1,3	3,5	1,1
Raffinage de pétrole	3,5	1,3	3,4	1,0
Autres secteurs	47,4	16,8	60,6	18,5
Total	279,2	100,0	327,9	100,0

(a) données révisées

Source : Banque de France

L'implantation étrangère en France reste concentrée sur quatre grands pôles d'activité, qui reçoivent près de 66 % des investissements directs étrangers.

Le secteur des *holdings* est de loin le premier secteur investi par l'étranger (35 % du stock). Le poids des *holdings* tient à leur objet même, qui est de détenir des participations dans plusieurs entreprises. La ventilation de ce secteur selon des activités plus spécifiques pose problème en raison du nombre de situations individuelles et des difficultés d'interprétation en cas de montages financiers complexes. On observera également que les *holdings* peuvent regrouper des fonctions transversales des groupes (gestion financière, logistique...) et être chargés de canaliser les flux de capitaux initiés par les différentes filiales du groupe, comme en témoigne l'important encours de prêts recensé vis-à-vis de ce secteur. Le secteur des *holdings* résidents est détenu principalement par les investisseurs néerlandais (31 %), américains (17 %), allemands (14 %), britanniques (9 %) et suisses (8 %) ³.

Le secteur financier (14,1 % du stock) fait l'objet de plusieurs investissements étrangers importants. D'après les informations publiées par les sociétés concernées et/ou par la presse économique et financière, Dexia Crédit Local et la Banque Sudameris comptent parmi les principales entreprises résidentes « investies ».

³ Les ventilations géographiques d'un secteur ne sont disponibles que pour les capitaux propres.

Le Royaume-Uni, la Belgique et les États-Unis sont les principaux investisseurs dans ce secteur (respectivement, 24 %, 22 % et 16 % du stock de capitaux propres).

Le secteur de l'immobilier accueille 10,1 % des investissements directs étrangers en provenance principalement des Pays-Bas (18 %), d'Allemagne (18 %), du Luxembourg (15 %), des États-Unis (11 %) et de Belgique (9 %).

Le secteur du commerce, enfin, reçoit 7,0 % des investissements étrangers, et notamment un montant élevé de prêts.

Principales entreprises investies par l'étranger par secteur économique résident à fin 2001

Secteurs investis	Principales entreprises investies par l'étranger	Part des entreprises citées dans les investissements détenus dans le secteur (en % des capitaux propres)
<i>Holdings</i>	Aventis, Assurances générales de France, Nestlé Entreprises, United Technologies France, Du Pont de Nemours, Aviva Participations, Bayer Cropscience Holding, Crown Developpement, Nacanco Holding Europe, Guinness France Holding, Worms & Cie	30,4
Intermédiation monétaire	Dexia Crédit Local, Crédit commercial de France, Barclays Bank, Banque Sudameris, ING Bank France, Banque AIG	60,6
Autre intermédiation financière	Adidas Salomon France, Elco Participations, Cereol, Vedior Participations, International Paper Investments France, Golden Arches Finance France, Diageo France	62,4
Assurances	Generali France Holding, SCOR, AIG Europe, Royal Sun Alliance, Erisa, Barclays Vie, La Suisse Assurances France, Groupement français d'assurances IARD	89,2
Immobilier	Mac Donald's France, FIBAC, INEC, Hammerson, Sté immobilière de Pantin	32,2
Commerce	Alstom, Kraft Foods France, Compaq Computer France, Kodak SA, Cargill France, Bayer SAS, Chanel, Brossette, Electrolux France, Riva Acier	21,5
Industries chimiques	Aventis Pharma, Colgate Palmolive, Gesparal, Basell Polyoléfines France, Lilly France, Henkel France, Bristol Myers Squibb, Merial, Wyeth Lederle	50,7
Transports et communications	Suez lyonnaise Télécom, Sté française du Radiotéléphone, Liberty Surf Group, Colt Télécommunications France	72,4
Industries agricoles et alimentaires	Altadis, Varoise de concentrés, Beghin Say, Martell & Co, Wrigley France SNC, Coca Cola Entreprise, Courvoisier, Ajinomoto Eurolysine SAS, Ferrero France, Barry Callebaut France	61,8
Matériel de transport	Renault VI, Robert Bosch France, Valeo, Toyota Motor Manufacturing France, Iveco France, Irisbus France, Astrium SAS, Messier Dowty	53,7

Sources : Presse économique et financière, communiqués des sociétés concernées

2.3. 82 % des entreprises françaises investies sont contrôlées à plus de 50 %

La population d'investisseurs non résidents recensés s'élève en 2001 à 13 132 entreprises qui ont investi dans 11 770 entreprises résidentes, soit un rapport de 1,1 à 1. Ce rapport est resté quasiment stable depuis 1992, date à laquelle il était de 1,3 à 1.

Plus de 80 % des entreprises résidentes « investies » sont contrôlées au moins à hauteur de 50 % de leur capital. Les montants correspondant à ces prises de participations majoritaires représentent 88,7 % du stock en 2001.

Répartition des investissements directs étrangers en fonction du pourcentage détenu dans des entreprises résidentes

À fin 2001

(montants en milliards d'euros, parts en %)

Quote-part détenue	Nombre de sociétés résidentes « investies »	Part	Montant de l'investissement (capitaux propres)	Part
Filiales	9 629	82,0	159,4	88,7
50 % à 90 %	2 344	20,0	24,7	13,7
Plus de 90 %	7 285	62,0	134,7	75,0
Participations	2 141	18,0	20,3	11,3
10 % à 20 % (a)	595	5,0	8,0	4,4
20 % à 50 %	1 546	13,0	12,3	6,9
Total	11 770	100,0	179,7	100,0

(a) Cf. note méthodologique en ce qui concerne le seuil à 10 %

Source : Banque de France

3. Premiers éléments relatifs au stock d'investissements directs étrangers en France à fin 2002

Le délai de disponibilité des données comptables des entreprises résidentes, leur contrôle et leur traitement expliquent que la publication du stock d'investissements directs étrangers en France intervienne plus d'un an après la fin de l'exercice sous revue.

Des estimations sont cependant effectuées par cumul de flux à partir du dernier stock disponible. Elles évaluent le stock d'investissements directs étrangers en France en valeur comptable à 382,7 milliards d'euros à fin 2002, soit une progression de près de 17 %. Cette progression, quasi identique à celle constatée en 2001, serait d'autant plus remarquable qu'elle s'inscrirait dans un contexte mondial caractérisé par un net repli des investissements directs internationaux et des opérations de fusion-acquisition transfrontières. La France a su susciter en 2002 l'intérêt de nombreux investisseurs étrangers, principalement originaires de la Grande-Bretagne ou des pays de la zone euro, comme l'illustrent d'importantes opérations de fusion-acquisition évoquées par les sociétés concernées et/ou par la presse économique et financière, telles que l'acquisition d'Aventis Cropscience par Bayer AG ou celle de Castorama Dubois par Kingfisher.

Annexe 1

Stock des investissements directs étrangers en France
(en valeur comptable)

(en milliards d'euros)

	Capitaux propres	Prêts	Investissements immobiliers	Total
31 décembre 1992	79,8	16,6	11,0	107,4
31 décembre 1993	90,8	18,7	11,9	121,4
31 décembre 1994	99,6	20,6	13,0	133,2
31 décembre 1995	105,2	23,8	14,0	143,0
31 décembre 1996	113,6	31,0	15,1	159,7
31 décembre 1997	124,9	37,5	16,4	178,8
31 décembre 1998	144,1	48,6	18,3	211,0
31 décembre 1999 (données révisées)	156,4	66,9	20,2	243,5
31 décembre 2000	171,4	83,9	23,9	279,2
31 décembre 2001	179,7	119,3	28,9	327,9

Source : Banque de France

Population recensée

	Entreprises non résidentes ayant investi en France	Entreprises résidentes « investies »
31 décembre 1992	9 271	7 095
31 décembre 1993	8 557	7 170
31 décembre 1994	10 150	8 623
31 décembre 1995	10 393	8 886
31 décembre 1996	10 854	9 346
31 décembre 1997	10 789	9 365
31 décembre 1998	10 887	9 479
31 décembre 1999	10 671	9 455
31 décembre 2000 (données révisées)	10 629	9 486
31 décembre 2001	13 132	11 770

Source : Banque de France

Annexe 2

Répartition par pays de provenance du stock d'investissements directs étrangers en France au 31 décembre 2001
(en valeur comptable)

(montants en millions d'euros, parts en %)

	Capitaux propres	Prêts	Investissements dans le secteur immobilier	Total	Part
Pays-Bas	40 266	23 803	2 604	66 674	20,3
Royaume-Uni	22 349	23 925	4 872	51 146	15,6
États-Unis	34 122	12 193	1 361	47 676	14,5
Belgique	13 747	24 609	1 613	39 969	12,2
Allemagne	21 420	10 226	5 676	37 323	11,4
Suisse	11 784	4 088	5 239	21 111	6,4
Luxembourg	9 809	3 121	900	13 831	4,2
Italie	9 600	1 346	2 680	13 626	4,1
Suède	3 865	1 645	558	6 068	1,8
Espagne	2 448	2 754	85	5 287	1,6
Japon	1 954	2 459	618	5 031	1,5
Irlande	280	2 992	143	3 415	1,0
Danemark	2 102	148	388	2 638	0,8
Finlande	1 792	223	76	2 091	0,6
Norvège	953	652	132	1 737	0,5
Canada	555	665	77	1 297	0,4
Autriche	507	322	95	924	0,3
Émirats arabes unis	50	694	60	803	0,2
Portugal	88	467	23	578	0,2
Hong Kong	49	382	131	562	0,2
Russie	396	21	32	449	0,1
Arabie Saoudite	60	67	314	441	0,1
Australie	4	226	47	278	0,1
Autres pays	1 514	2 326	1 150	4 988	1,9
Total	179 714	119 354	28 874	327 943	100,0

Source : Banque de France

Annexe 3

Répartition par secteurs économiques résidents du stock
d'investissements directs étrangers en France au 31 décembre 2001
(en valeur comptable)

(montants en millions d'euros, parts en %)

Secteurs investis	Capitaux propres et investissements immobiliers	Prêts	Total	Parts
Agriculture et pêche	172		172	0,1
Industries extractives	352		352	0,1
<i>Dont :</i>				
<i>Extraction de pétrole et de gaz</i>	121		121	0,1
Industries manufacturière	43 726	20 715	64 441	19,6
<i>Dont :</i>				
<i>Industries agricoles et alimentaires</i>	4 708	1 570	6 278	1,9
<i>Textile et habillement</i>	691	37	728	0,2
<i>Industrie du bois, édition et imprimerie</i>	3 869	1 471	5 340	1,6
<i>Raffinage de pétrole et autres traitements</i>	3 121	244	3 366	1,0
<i>Industrie chimique</i>	9 906	4 676	14 583	4,4
<i>Caoutchouc et plastiques</i>	1 926	181	2 107	0,6
<i>Industries métallurgiques</i>	3 265	288	3 553	1,1
<i>Industries mécaniques</i>	3 381	390	3 771	1,1
<i>Matériel de bureau, informatique</i>	1 126	42	1 168	0,4
<i>Équipements radio, TV, communication</i>	2 844	842	3 686	1,1
<i>Véhicules automobiles</i>	3 064	935	3 999	1,2
<i>Autre matériel de transport</i>	516	1 450	1 966	0,6
Électricité, gaz et eau	972	1 825	2 797	0,8
Construction	291	322	613	0,2
Commerce, réparations	14 939	7 833	22 773	6,9
Hôtels, restaurants	439	344	783	0,2
Transports et communications	2 457	5 198	7 655	2,3
Intermédiation financière	32 104	13 989	46 093	14,1
<i>Dont :</i>				
<i>Intermédiation monétaire</i>	23 811		23 811	7,3
<i>Autre intermédiation financière</i>	4 031	9 385	13 416	4,1
<i>Assurances</i>	2 114	695	2 809	0,9
Services aux entreprises, immobilier	112 020	59 563	171 583	52,3
<i>Dont :</i>				
<i>Immobilier</i>	31 107	2 119	33 226	10,1
<i>Informatique</i>	1 169	1 978	3 147	1,0
<i>Recherche-développement</i>	995	1	995	0,3
<i>Management de holdings</i>	75 990	38 730	114 720	35,0
<i>Publicité</i>	566	645	1 210	0,4
Autres services	1 117	9 563	10 680	3,3
Total	208 589	119 354	327 943	100,0

Source : Banque de France

Dernières publications sur les investissements directs disponibles sur le site internet de la Banque de France (www.banque-france.fr)

Analyses sur les stocks d'investissements directs

*Le stock des investissements directs étrangers en France au 31 décembre 2000
Bulletin de la Banque de France - n° 104 (août 2002)*

*Le stock des investissements directs français à l'étranger au 31 décembre 2000
Bulletin de la Banque de France - n° 104 (août 2002)*

Analyses sur les flux d'investissements directs

Données annuelles : Rapport annuel sur la balance des paiements et la position extérieure de la France en 2002 (publication à l'été 2003 sur le site internet de la Banque de France)

*Résultats mensuels : Résultats de la balance des paiements du mois de...
Bulletin de la Banque de France du troisième mois suivant le mois commenté*

Autres publications sur les investissements directs

D'autres organismes publics diffusent également des données d'investissements directs internationaux, mais dans une autre optique que la quantification des flux et des stocks d'investissements directs.

Investissements directs français à l'étranger

- *La direction des Relations économiques extérieures (DREE) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie effectue, par l'intermédiaire de ses postes d'expansion économique, une enquête annuelle axée sur l'activité des filiales d'entreprises françaises implantées à l'étranger (effectif employé, chiffre d'affaires, secteur d'activité, notamment).*

Investissements directs étrangers en France

- *L'Agence française pour les investissements internationaux (AFII née en octobre 2001) en lien avec la délégation à l'Aménagement du territoire et à l'Action régionale (Datar) met l'accent sur les nouvelles implantations et sur les emplois bruts créés ou préservés par l'investissement étranger. En fait, les investissements étrangers productifs recensés par la Datar ne concernent que les capitaux étrangers contribuant à l'accroissement ou au maintien de l'emploi et ne représentent qu'une partie de ceux comptabilisés par la Banque de France.*
- *Le service des Statistiques industrielles du secrétariat d'État à l'Industrie (Sessi) publie chaque année un ouvrage sur les entreprises industrielles contrôlées – directement et indirectement – par l'étranger, établi à partir de l'enquête LIFI (Liaisons financières) de l'INSEE.*

Investissement direct international

- *La Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced) publie chaque année un rapport sur l'investissement mondial, qui centralise les données fournies par les banques centrales et les offices statistiques en charge des investissements directs et analyse, entre autres, les liens entre le commerce et l'investissement direct étranger. Toutefois, les stocks 2001 présentés dans l'édition 2002 sont estimés à l'aide d'un cumul de flux, depuis plusieurs années dans le cas de certains pays.*
- *La direction des Relations économiques extérieures (DREE) reprend les chiffres de la Cnuced ainsi que, pour la France, ceux de la Banque de France, dans une publication synthétique sur « les investissements directs dans le monde ».*